

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article4351>

Publication du rapport annuel 2013 de l'Observatoire SMACL des risques de la vie territoriale

- Actualité -



Date de mise en ligne : lundi 9 décembre 2013

2013
Observatoire SMACL
des risques de la vie territoriale

Lamy
une stratégie Webcom Klaxim

Smacl
Risque des villes,
autres des villes

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous

droits réservés

Le rapport annuel 2013, publié en partenariat avec la éditions Lamy, vient de sortir de presse. Commandez-le sans tarder : il est gratuit pour les sociétaires de SMACL Assurances et le tirage est limité.

[Extraits du rapport annuel 2013 et chiffres clés de la responsabilité pénale des décideurs publics locaux ici](#)

Le rapport annuel de l'Observatoire SMACL des risques de la vie territoriale permet chaque année de faire le point sur la réalité statistique du risque pénal des élus locaux et des fonctionnaires territoriaux. Grâce notamment à l'analyse des dossiers gérés par SMACL Assurances, mutuelle niortaise spécialisée depuis 40 ans dans l'assurance des collectivités territoriales et des associations, ce rapport constitue une source d'informations incontournable pour tous ceux qui souhaitent mieux appréhender le phénomène dit de la pénalisation de la vie publique.

Au-delà des enseignements statistiques, parfois surprenants, le lecteur trouvera également un recensement des décisions de la justice pénale impliquant les acteurs de la vie territoriale. La motivation des juridictions ayant conduit à la relaxe ou à la condamnation est toujours aussi instructive pour tous les élus et les fonctionnaires qui pensent que « ça n'arrive pas qu'aux autres ». La devise de l'Observatoire « un décideur territorial averti en vaut deux » prend alors tout son sens.

Les mêmes décideurs pourront s'appuyer sur une sélection de la jurisprudence marquante de l'année, sous forme de « questions-réponses », et touchant aussi bien l'action sociale, les marchés publics, l'urbanisme, les pouvoirs de police du maire... Sans oublier le contentieux de la fonction publique.

Enfin à l'occasion du vingtième anniversaire de la loi Sapin no 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques Samuel Dyens [1] fait le point sur les évolutions du régime juridique des délégations de service public en prélude à la 12^e journée d'étude de l'Observatoire qui portera sur ce thème le 11 décembre 2013

([programme et inscription gratuite en suivant ce lien](#)).

Sommaire

– Editorial de Michel Paves.....	7
– Première partie - Baromètre de l'Observatoire.....	9
– Deuxième partie - Juridiscope territorial.....	29

– Troisième partie - Questions- réponses..... 93

– Quatrième partie - Dossier 139

La Loi Sapin et les délégations de service public 20 ans après :
le bel âge ?

par Samuel Dyens.

[Commander le rapport annuel 2013 de l'Observatoire SMACL des risques de la vie territoriale \(gratuit pour les sociétaires de SMACL Assurances\)](#)



[1] DGA au Conseil général du Gard, président de l'Association nationale des juristes territoriaux